

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

PAYS: BURUNDI

TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL ANNUEL

DATE DE RAPPORT: 5 novembre 2019

Titre du projet: Youth LAB (Leaders Politiques pour l'Avenir du Burundi: Donner les moyens aux jeunes de participer aux partis politiques)	
Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/IRF 241 ID 00109327	
Modalité de financement PBF: <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite NIMD ONG	
Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): Burundi Leadership Training Program BLTP ASBL	
Date de début du projet¹: 01 mars 2018	
Durée du projet en mois :² 24 mois	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input checked="" type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire): 1757510 : \$ Approuvé initialement 1 671715 : \$ Budget révisé : \$: \$ Total: <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>	
Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet: 2 tranches	
Préparation du rapport: Rapport préparé par: Augustin CISSE, Coordinateur du Projet Rapport approuvé par: Rutger Groothuis, Responsable du programme Burundi au NIMD/Pays Bas Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport: Pas encore	

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Une convention de partenariat a été signée entre le Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local et le Burundi Leadership Training Program "BLTP". La signature de la convention a été suivie par le lancement officiel du projet, à Gitega le 5 avril 2019, sous le haut patronnage du Ministre de l'Intérieur. La mise en oeuvre du projet se déroule bien avec une forte implication du Comité Mixte Technique de Suivi BLTP/Ministère. Toutes les activités relevant du Résultat 1 du projet ont été réalisées: la conception et la validation des 4 modules de formations, l'identification, l'inscription et la formation de 501 sur 504 jeunes (dont 50% femmes) issus des 7 partis politiques bénéficiaires du projet dans les 18 provinces du pays. Durant les formations les 36 membres du noyau dont un homme et une femme par province ont été progressivement sélectionnés. Parallèlement aux formations, il a été mise en place le Groupe d'Experts de référence prévu pour l'appui à la mise en oeuvre du projet. Ce groupe s'est déjà réuni 2 fois. Le noyau multipartite des 36 jeunes (19 hommes et 17 femmes) issus des 7 partis politique a été officiellement installé au cours d'une cérémonie patronnée par le Ministre de l'intérieur en présence des acteurs clés du projet (environ 80 personnes). Ce noyau dispose d'un mandat et d'un chronogramme d'intervention sur le reste de la durée du projet. Enfin, les activités des Résultats 2 et 3 sont déjà planifiées.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

Le contexte national du Burundi reste marqué par des facteurs qui rendent pertinent le projet :

- Le déficit de la participation politique des jeunes et notamment des jeunes femmes
- La faible prise en compte des besoins des jeunes et surtout des femmes dans les offres politiques qui sont des sources de frustration de ces couches sociales, sources de potentielles tensions sociales
- Le chômage et la pauvreté des jeunes qui les rend vulnérables et souvent manipulables
- Les violences et tensions sociales dans les périodes électorales.
- Le manque d'emploi des jeunes et le manque d'accès équitable aux opportunités constituent des facteurs de tensions sociales;

En donnant aux jeunes hommes et femmes des 7 partis politiques (les plus représentés sur le terrain) des opportunités de se former notamment aux principes démocratiques, à la communication non violente et à l'entrepreneuriat, le plaidoyer, le projet participe au désamorçage de ces facteurs chargés d'un potentiel de conflit dans l'espoir d'élections apaisées en 2020. Par ailleurs, la participation inclusive des jeunes sans distinction liée

à l'appartenance politique dans l'éradication des différents facteurs de tensions sociales est un levier important pour des perspectives de paix au Burundi.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

La mise en oeuvre du projet permet à ce jour de relever les éléments innovants et intéressants suivants:

- Le processus itératif de relecture concerté (Ministère, BLTP, NIMD) du projet : tenue d'un atelier de relecture en commission mixte, en tenant compte du Plan National de Développement (2018-2027), réécriture du PRODOC, approbation des différentes parties (NIMD, PBSO et Ministère de l'intérieur) de la version revue du PRODOC, signature à nouveau des trois parties de la version revue du PRODOC. Ce processus a favorisé l'appropriation du projet par la partie gouvernementale, ce qui a stimulé son implication dans la mise en oeuvre.
- La contractualisation avec le Ministère de l'Intérieur; de la Formation Patriotique et du Développement Local, pour le suivi et l'appui à la mise en oeuvre du projet: atelier d'échange sur les valeurs et missions partagées par les 2 organisations en lien avec le projet et les autres interventions du BLTP; production d'un draft pour réactions des 2 organisations; finalisation et signature du document de convention; mise en place d'un mécanisme paritaire de suivi des engagements (Comité mixte Ministère et BLTP) et du projet Youth Lab.
- Le processus d'élaboration des mécanismes de sélection des jeunes de partis politiques pour les formations: première étape par l'équipe du projet, deuxième étape par les partis politiques (input) par sondage; test sur le terrain par l'équipe du projet et ajustement au retour.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en oeuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):
on track with significant peacebuilding results

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

En termes de résultats majeurs, signalons que:

- Les jeunes en formation ont fait preuve de fairplay politique et de pouvoir vivre ensemble durant les 72 sessions de formations résidentielles. Aucun incident d'intolérance politique n'a été enregistré même au niveau du processus très sensible de sélection des 36 membres du noyau. Au contraire, l'acceptation mutuelle, la complémentarité, la solidarité, le respect et la confiance se sont accrus entre les jeunes des 7 partis politiques. Cela a permis d'agir ensemble sur des situations vécues. C'est le cas par exemple dans les provinces de Bubanza et de Muyinga où des actions de plaidoyer des jeunes en formation auprès des autorités ont permis de libérer 6 jeunes détenus des partis politiques de l'opposition (CNL et FRODEBU).
- Les jeunes sans distinction politique s'engagent dans des initiatives interpartites stimulant leur cohésion dans les provinces: initiatives de réflexion concertée pour identifier des activités d'intérêt commun de nature à réduire leur vulnérabilité (micro finance, briqueterie, activités communautaires, associations diverses).
- Le lobby et le plaidoyer menés auprès des représentants provinciaux des partis politiques ont aussi ouvert l'espace politique pour quelques jeunes formés devenus membres des structures décentralisées de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).
- Les formations ont permis aux jeunes d'être conscients de limites de leurs partis politiques.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

- Il existe aujourd'hui une chaîne de solidarité créée par les jeunes et qui s'anime à partir de réseaux WhatsApp (1 réseau unissant les 28 jeunes des 7 partis politiques formés dans province ; 1 nouveau réseau WhatsApp unissant tous les 36 jeunes membres du noyau multipartite de jeunes). Cette chaîne est un moyen puissant d'information sur les questions sociales posées dans les provinces qui interpellent des actions conjuguées des jeunes formés par le projet pour réduire les tensions sociales notamment, les questions d'intolérance politique parfois observées. Ces initiatives sont de nature à bénéficier à toutes les populations du pays et à participer à des élections apaisées en 2020.
- Des initiatives de restitution prises par des jeunes formés ont aussi étendu des bénéfices des formations à d'autres jeunes. Ces initiatives élargissent le cercle des bénéficiaires des formations et préparent d'autres jeunes de partis à des attitudes non violentes dans les différentes localités du pays.
- Le regroupement sans incident de 28 jeunes des 7 partis politiques bénéficiaires du projet dont 3 de l'opposition durant les sessions résidentielles dans les provinces a été une grande surprise chez la plupart des Gouverneurs de provinces. Cette surprise a transformé le regard de ces autorités provinciales sur le comportement des jeunes partisans. Elles ont exprimé vouloir s'appuyer sur ces jeunes formés pour apaiser le climat social durant le processus électoral 2020.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

- Le premier défi était d'adapter le projet au contexte politique lié à la promulgation de la nouvelle constitution, le 7 juin 2018, et l'adoption du Plan National de Développement (PND 2018-2027). Ce défi a été relevé à travers une relecture concertée avec le Ministère. Cela a permis d'assurer une appropriation du projet par la partie gouvernementale.
- Le deuxième défi était de trouver une implication effective du Ministère de l'Intérieur dans la mise en œuvre du projet. Les concertations engagées ont permis la signature d'une convention de partenariat entre le Burundi Leadership Training Program et le Ministère de l'Intérieur de la Formation Patriotique et du Développement Local.
- Le troisième défi était l'ajustement des cibles du projet (partis politiques) tenant compte de la représentativité sur le terrain. Les réalités de terrain et les échanges avec les acteurs politiques ont permis de relever ce défi.
- Le quatrième défi était d'assurer la prise en compte de la dimension genre dans la sélection des 504 jeunes de partis politiques à former et dans la composition du noyau national multipartite des 36 jeunes. L'élaboration et l'approbation des critères par les leaders nationaux et les jeunes en formation ont permis de relever le défi.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Pas de retard dans l'avancement du projet.

Veillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

1. Synthèse des résultats de la formation
2. Photos de lancement et définition du mandat du noyau multipartite des jeunes
3. Photos de famille des membres du noyau
4. Chronogramme de mise en oeuvre des résultats 2 et 3
5. Le Procès verbal de la réunion du CTS de NYANZA LAC

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: Des jeunes femmes et hommes issus des partis politiques les plus représentatifs utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs parti et à l'échelle nationale

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:
on track with significant peacebuilding results

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en oeuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Toutes les 72 sessions de formations prévues dans le projet ont été réalisées avec l'intervention des 18 formateurs dont 9 femmes, recrutés. Ces formations ont été suivies par 500 jeunes membres des 7 partis politiques bénéficiaires des formations, dont 50% de jeunes femmes. Le niveau d'acquisition des connaissances issues des formations sur les 4 modules est passé en moyenne de 27,4% (Pre test) à 67,3% (Post test), soit une progression positive de 39,9% au niveau national. Les participants ont fait des applications des acquis sur les partis politiques ce qui leur a permis de faire des recommandations à l'endroit de leurs dirigeants, et même au gouvernement allant dans le sens de favoriser la participation plus accrue des jeunes dans les instances dirigeantes des partis politiques et à l'échelle nationale. A l'issue de la formation, les jeunes ont pris conscience sur leur participation politique et leur situation socio-économique sur le module de l'entrepreneuriat. Ainsi, il a jailli l'idée d'entreprendre des activités collectives et multipartites d'auto prise en charge comme par exemple le projet qu'ils ont baptisé Youth LAB microfinance pour contribuer à la lutte contre le chômage des jeunes. Dans chaque province, à l'issue de chaque rencontre, les 28 jeunes cotisent 10 000 FBU chacun et un compte collectif est ouvert pour le dépôt des sommes collectées. L'ambition est de pouvoir profiter de l'opportunité de la Banque des Jeunes que le Gouvernement est

entraînent de mettre en place. On peut aussi signaler l'initiative prise par les jeunes des partis politiques de la province de Gitega de créer une association dénommée " Association des Jeunes Leaders Multipartites de Gitega dont la mission principale serait de dispenser les mêmes modules aux jeunes d'autres communes de la province et d'autres provinces. A Muyinga et à Bubanza, les jeunes ont mené des actions de lobby et de plaidoyer pour la libération des autres jeunes emprisonnés pour des motifs politiques. 5 jeunes ont été libérés. Des initiatives de solidarité et de cohésion sociale ont été prises par les jeunes pour assister leurs collègues ayant connu des événements heureux et malheureux (cf annexe).

Résultat 2: Un noyau de 36 jeunes femmes et hommes (dont 50% des femmes) représentant les jeunes formés membres des partis politiques les plus représentatifs formulent de manière participative une stratégie de participation politique pacifique des jeunes et appuient sa mise en œuvre.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

- Le noyau multipartite nationale a été mis en place progressivement au cours des dernières sessions de formation selon les critères de sélection (disponibilité, âge, compétence) principes d'élection (inclusivité, égalité genre, vote secret) contenus dans les mécanismes de mise en place du noyau
- Le noyau a été lancé officiellement, à Gitega le 24 octobre 2019
- Le noyau a déjà défini son mandat et son programme d'activités

Résultat 3: Les partis politiques majeurs les plus représentatifs sont plus ouverts à la participation des jeunes femmes et hommes en vue d'élections pacifiques et inclusives en 2020.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Les activités qui contribuent à la réalisation de ce Résultat 3 sont déjà planifiés

Résultat 4:

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

1.3 Questions transversales

<p>Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le Ministère de l'Intérieur à travers 3 cadres a participé aux différentes rencontres de relecture pour l'adapter au contexte - Trois cadres du Ministère ont été nommés par le Ministre pour siéger au Comité mixte de suivi du projet dont les réunions se tiennent régulièrement. - Conformément à la convention de partenariat (BLTP/Ministère) pour la mise en oeuvre du projet,
---	---

	<p>le Ministère s'est impliqué (le Ministre en personne) pour la mobilisation des acteurs clés du projet notamment pour les activités majeures. Des correspondances officielles ont été faites pour ces activités. Cela a facilité la participation du parti au pouvoir aux activités, chose qui n'était pas évidente.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les différentes activités du projet sont suivies par les cadres du Ministère et les Gouverneurs dans les provinces ont tous prononcé des discours d'ouverture des activités de formation en lien avec les 4 modules.
<p>Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le projet dispose d'un plan de suivi-évaluation élaboré pour servir de document de référence pour la mise en oeuvre des activités de S-E.</p> <p>Les méthodes de suivi utilisées sont: des missions sur terrain pour la collecte des données à l'aide des outils sur la mise en oeuvre des activités, recueil des témoignages et perceptions, réunions du Comité mixte Technique de Suivi, les rapports d'étape, contacts avec les acteurs clés dans les provinces (leaders des partis politiques et autorités provinciales).</p>
<p>Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en oeuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les échanges avec le Bureau Spécialisé recruté pour le suivi-évaluation et la planification de l'évaluation externe sont en cours.</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Des tentatives spécifiques ont été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà du PBF. Ces tentatives attirent actuellement les autres bailleurs comme USAID (350 000 USD), Union Européenne (800 000 Euros) qui ont déjà donné leur accord de financement pour financer les actions spécifiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conception et mise en oeuvre d'un code de conduite des jeunes des partis politiques avant, pendant et après les élections de 2020 - Mise en place des relais provinciaux du noyau multipartite national des jeunes - Connexion du noyau national multipartite des jeunes mis en place dans le cadre du projet avec les autorités et les leaders d'opinion au niveau provincial. - Auto-évaluation des élections de 2020 par les jeunes formés par le projet sur la base de leur stratégie et plan d'action élaborés dans le cadre du projet.
<p>Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour</p>	<p>Les 4 modules sont aujourd'hui exploités dans le cadre de la formation patriotique donnée par le</p>

<p>d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local. Le Ministère de l'intérieur envisage d'organiser une rencontre entre les Gouverneurs de provinces, les autorités religieuses et le noyau multipartite national des 36 jeunes mis en place dans le cadre du projet Youth Lab pour des échanges sur le contexte dans la perspective d'un élan multi acteurs de prévention et de gestion des questions sociales.</p>
<p>Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Outre les projets en perspective avec de nouveaux partenaires financiers pour la consolidation des acquis du projet, le dispositif du noyau multipartite de jeunes se profile comme un instrument de durabilité du projet. Les démembrements de ce noyau au niveau provincial sont aussi un créneau d'encrage durable des résultats du projet au niveau local. Le NIMD et le BLTP inscrivent dorénavant ces structures de jeunes de partis politiques dans leurs stratégies de renforcement des capacités des partis politiques au Burundi.</p>
<p>Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les principaux risques qui menaçaient le projet étaient liés à l'implication de la partie gouvernementale, l'adhésion des partis politiques au projet, l'évolution imprévisible du contexte avec une détérioration du climat politique Les concertations et dialogues soutenus avec les différents acteurs ont permis de relever ces défis. Elles ont en outre permis d'arriver à une convention avec la partie gouvernementale ayant stimulé l'implication de celle-ci dans la mise en oeuvre du projet.</p>
<p>Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les activités du projet prévoient une participation équilibrée entre les jeunes femmes et les jeunes hommes des partis politiques. La sélection des formateurs a été faite en tenant compte du genre (18 formateurs dont 9 femmes) Dans les critères de sélection des candidats aux formations, une mention sur l'égalité des sexes a été faite et largement partagée par les partis politiques. Ainsi, sur les 504 jeunes de partis sélectionnés, 50% sont des jeunes femmes. La mise en place du noyau multipartite des jeunes a été faite sur cette base. Sur les 36 membres du noyau multipartite national de jeunes, 17 sont des femmes; soit presque 50%.</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager,</p>	<p>Néant</p>

y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)	
--	--

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 Des jeunes femmes et hommes issus des partis politiques les plus représentatifs sur terrain utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste	Indicateur 1.1 % des jeunes hommes et femmes participant à la formation ayant réalisé un écart de 30% entre le pré et le post test	0%	80% des jeunes formés dont 50% des femmes ont augmenté leurs compétences	En moyenne la progression positive entre le pré et post-test est de 39,9% (de 27,4% à 67,3%). Une analyse des données pour renseigner davantage cet indicateur sera faite avant la fin du projet.	Il n'ya pas eu de retard par rapport à la planification des formations. En plus, d'après les évaluations, les formateurs étaient performants.	N/A. Toutefois l'indicateur a été reformulé.
	Indicateur 1.2 % de jeunes hommes dont 50% femmes témoignant de l'utilisation des connaissances et compétences acquises au sein de	0%	100%	Lors des formations, les participants ont partagé leurs utilisations des connaissances acquises à travers les témoignages . Une étude est	Nous constatons certaines initiatives comme évidence de l'utilisation des connaissances .	N.A

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
échelle.	leurs partis politiques			envisagée pour mesurer les progrès.		
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Un programme de formation est élaboré, adapté au contexte et validé. Les thèmes incluront la démocratie, bonne gouvernance et citoyenneté ; le leadership, politique et égalité des sexes ; Dialogue, communication non-	Indicateur 1.1.1 Un documents de programme de formation élaboré, adapté au contexte et validé.	0	Un programme validé avec 4 modules de formation	Les 4 modules ont été dispensés par 18 formateurs dans les 18 provinces Indicateur à mesurer par l'évaluation finale	Pas de retard	
	Indicateur 1.1.2 Nombre de jeunes formés (dont 50% de jeunes femmes) membres des partis politiques les plus représentatifs	0	504 jeunes formés dont 50% de jeunes femmes	501	Le projet a enregistré 4 cas d'abandon	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
violente, plaidoyer et Lobbying ; entrepreneuriat des jeunes : dimension économique						
Produit 1.2 Les modules du curriculum sont dispensés par un groupe de formateurs	Indicateur 1.2.1 Nombre de modules dispensés dans toutes les 18 provinces	0	4 modules dans chaque province	4	Pas de retard	
	Indicateur 1.2.2 % de jeunes formés dont 50% des femmes, exprimant une satisfaction après les formations	0%	70 %	Cet indicateur va être mesuré par une étude prévue avant la fin du projet.	Pas de retard	
Produit 1.3 Un groupe de 504 jeunes (dont 50% de jeunes femmes)	Indicateur 1.3.1 % de jeunes dont les femmes ayant réussi le post test (après les formations)avec	0%	70 %	La progression est positive entre le pré et post-test, elle est en moyenne de 39,9% Une étude sera	Participation active des jeunes Performance des formateurs Organisation technique et logistique appréciable	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
membres des partis politiques les plus représentatifs possède les compétences et connaissances nécessaires	un écart de 30% entre les résultats du pré et du post test			faite pour renseigner cet indicateur.		
	Indicateur 1.3.2					
Résultat 2 Un noyau de 36 jeunes femmes et hommes (dont 50% des femmes) représentant les jeunes formés	Indicateur 2.1 % de participants au projet Youth Lab qui considèrent que leurs préoccupations sont représentées dans la Stratégie partagée.	0%	80%	Les activités sont au début. La mesure de cet indicateur est planifiée.		
membres des partis politiques les plus représentatifs formulent de manière	Indicateur 2.2 % de jeunes non ciblés qui estiment que leurs préoccupations sont défendues par le Youth Lab.	0%	50%	La mesure de cet indicateur est planifiée.		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
participative une stratégie de participation politique pacifique des jeunes et appuient sa mise en œuvre.	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Un noyau fonctionnel de 36 jeunes femmes et hommes est mis en place	Indicateur 2.1.1 Nombre de membres (Hommes et femmes) du noyau affiliés aux partis politiques les plus représentatifs	0	36 à raison de 2 jeunes par province (1 pour le parti au pouvoir et 1 pour l'opposition)	36(19 hommes 17 femmes) Il ya eu un lancement officiel du noyau le 24 octobre 2019.	La représentativité des 7 partis politiques dans le noyau et prise en compte de l'égalité genre.	
	Indicateur 2.1.2 Nombre de documents produits par le noyau	0	5 (cfr dans le prodoc)	Il y a une définition du mandat et un calendrier des activités du noyau.	Pas de retard	
Produit 2.2 Un document	Indicateur 2.2.1 Nombre de partis politiques dont les	0	7	Les activités sont déjà planifiées et seront exécutées	éPas de retard	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
de stratégie et son plan d'action sont élaborés	représentants du Youth Lab ont validé le plan d'action multipartite			avant la fin du projet.		
	Indicateur 2.2.2 Nombre de document produit par les jeunes	0	1	Le noyau a déjà défini son mandat et le chronogramme des activités	Pas de retard	
Produit 2.3 Une campagne de médiatisation et son plan d'actions sont réalisés	Indicateur 2.3.1 Nombre d'émissions réalisées par les principales stations de radio dans le cadre de la campagne médiatique	0	20	Les activités sont planifiées et seront réalisées	Pas de retard	
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3 Les partis politiques majeurs les plus représentatifs	Indicateur 3.1 % de partis politiques les plus représentatifs ayant une attitude positive accrue à	0%	100%	Activité planifiée	Pas de retard	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
sont plus ouverts à la participation des jeunes femmes et hommes en vue d'élections pacifiques et inclusives en 2020	l'égard d'une participation significative des jeunes					
	Indicateur 3.2			Indicateur à mesurer par l'évaluation finale		
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 Le dialogue intergénérationnel au sein de chaque parti est renforcé	Indicateur 3.1.1 Nombre de partis politiques les plus représentatifs ayant organisé une session de dialogue intergénérationnel avec les jeunes formés	0	7	Activité planifiée	Pas de retard	
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2 Un plan d'action	Indicateur 3.2.1 Nombre de partis politiques plus	0	7	Activité planifiée	Pas de retard	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
interne pour chaque parti pour la promotion politique des jeunes est élaboré	représentatifs qui ont mené une analyse interne pour l'inclusivité des jeunes					
	Indicateur 3.2.2 Nombre de partis politiques les plus représentatifs qui ont élaboré un plan d'actions pour inclusivité des jeunes	0	7	Activité planifiée	Pas de retard	
Produit 3.3 Une feuille de route pour améliorer la participation pacifique de la jeunesse en vue des élections 2020 est élaborée et validée	Indicateur 3.3.1 Une feuille de route validée par les partis politiques les plus représentatifs pour améliorer la participation des jeunes	Feuille de route inexistante	Une feuille de route adoptée	Activité planifiée	Pas de retard	
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: 2 tranches pour un montant total de 1 196 250\$, soit 62% du budget approuvé de 1 671 716 \$

Le budget consommé s'élève à 1 066 414, 35 \$ soit 89% du montant reçu de 1 196 250\$. Ce montant de 1 066 414 ,35\$ représente 63,79% du budget total de 1 671 716 \$.

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: Immédiatement

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Pas de retard

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: sur un montant prévu de 575 100\$ les dépenses s'élèvent à ce jour à 274 065, soit 47,65%

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.

Annexe 6 : Note analytique du processus d'élection du noyau multipartite des 36 jeunes

ELECTIONS DES 36 MEMBRES DU NOYAU MULTIPARTITE DE JEUNES DU RPROJET YOUTH LAB **Considérations générales, critères de sélection, difficultés rencontrées, liste définitive des élus, commentaires généraux.**

BREF RAPPEL DU CONTEXTE DE L'ACTIVITE

L'Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite (NIMD) avec l'appui du Ministère de l'intérieur et de la formation patriotique du Burundi, a obtenu un financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix au Burundi pour la mise en œuvre au Burundi d'un projet intitulé « *YOUTH LAB (Leaders politiques pour l'Avenir de Burundi)* ». Le projet a une durée de 24 mois (mars 2018 -février 2020) et couvre les 18 provinces du pays. Le projet vise à contribuer au maintien de la paix au Burundi, à travers la stimulation de la participation non violente des jeunes femmes et des hommes à la vie politique au niveau national et dans les partis politiques. Sa mise en œuvre participera à l'émergence d'un paysage politique plus vaste et plus ouvert conformément à la résolution 2250 des Nations Unies et aux orientations de base sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix au Burundi. Les 7 partis les plus représentés sur le terrain sont les bénéficiaires du projet (CNDD.FDD, UPRONA, CNL, S.FRODEBU, RANAC, UPD).

Dans la mise en œuvre du projet, il est envisagé de sélectionner 36 jeunes parmi les 504 jeunes (dont 50 % de femmes) de ces 7 partis politiques formés sur 4 modules de formation. Cette sélection se fait sur la base de critères convenus avec les jeunes. Les 36 jeunes sélectionnés devront constituer un noyau multipartite chargé de concevoir et de faire appliquer un plan stratégique et son plan d'action pour une participation politique et pacifique des jeunes en perspective des élections de 2020 au Burundi.

I / CONSIDERATIONS DE BASE POUR LA SELECTION

- ✓ Le noyau des 36 jeunes membres des partis politiques est composé de 2 délégués par province élus par leurs pairs en respectant les équilibres politique et genre. Chaque parti doit avoir au moins un représentant au sein du noyau national.
- ✓ L'élection des candidats se fait par votre secret.
- ✓ Une fois élu, le membre représente tous les autres jeunes formés sans distinction d'affinité politique et de genre. Donc le membre élu n'est pas dans le noyau pour représenter son parti ou défendre des intérêts partisans.

II / CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS

- ✓ Etre disponible, libre et volontaire
- ✓ Etre résident dans la province
- ✓ Avoir suivi régulièrement les 3 premiers modules de formation

- ✓ Avoir obtenu au post-test une moyenne supérieure ou égale à 50%
- ✓ Avoir un âge qui ne dépasse pas 35 ans
- ✓ Ne pas être membre du Réseau national des jeunes du Burundi RNJB (Réseau ACORD)
- ✓ Avoir, au cours de la formation, manifesté un esprit d'initiative, de serviabilité et rassembleur
- ✓ Etre éloquent et maîtriser les questions relatives à la participation politique des jeunes dans la province.

NB : pour l'application du dernier critère, chaque candidat bat campagne pour 3 mn en prenant la parole devant tous pour exprimer sa motivation et ses ambitions en faveur des jeunes et sa connaissance du projet Youth Lab.

III / DIFFICULTES DE PARCOURS DANS LE PROCESSUS ELECTORAL

- ✓ Vision politique persistante du noyau ayant entraîné des échanges soutenus avant et pendant les élections des membres entre jeunes formés. Par conséquent, des coalitions ont été formées par des groupes de partis pour exclure d'autres ou ne désigner que les jeunes les moins performants.
- ✓ Faible attention à la représentation des jeunes femmes.
- ✓ Tendance d'exclusion de certains partis politiques.

NB : pour gérer ces difficultés et respecter l'équilibre souhaité dans le projet, les membres du jury ont dû revoir les modalités des élections sans toucher fondamentalement les critères techniques. Cette nouvelle modalité consistait à former deux groupes de partis (CNDD-FDD et les autres 6 partis politiques) et les sensibiliser à élire soit, un jeune homme (pour le parti au pouvoir qui, après les élections dans 6 provinces n'avait que des jeunes femmes élues, conséquence de la coalition de tous les autres partis politiques), soit une femme (pour tous les autres partis qui, après les premières élections n'avaient que des jeunes hommes élus, conséquence toujours de cette coalition). L'attention a été aussi tirée sur le nombre de partis qui n'avaient aucun élu à mi-parcours.

Ce changement de stratégie par le jury (composé des deux formateurs du jours, d'un représentant du Ministère de l'intérieur et d'un représentant du BLTP) pour des raisons d'équilibre, a fait quelques remous parmi les jeunes mais par la suite, une compréhension mutuelle s'en est suivie.

IV / LISTE DEFINITIVE DES 36 MEMBRES DU NOYAU NATIONAL MULTIPARTITE DU PROJET YOUTH LAB

N°	PROVINCE	NOM ET PRENOMS DES ELUS	SEXE	AGE	PARTI	CONTACTS TEL / MAIL
1	MUYINGA	BAREKEBAVUGE Jean Marie	H	31	CNDD-FDD	69181424
		IBIZENEZA Diane	F	29	UPD	69094836

2	CANKUZO	NIRAGIRA Lameck	H	33	CNL	798804337
		BIGIRINDAVYI Aurèlie	F	32	CNDD-FDD	62140719/69743465
3	MURAMVYA	NDAYISHIMIYE Sophie	F	26	CNDD-FDD	61 026 251
		ICIRAGIYE Alain	H	25	RANAC	72 407 683 iciragiyealain@gmail.com
4	GITEGA	MANIRAMBONA Emmanuel	H	33	FRODEBU	79076326
		UWIMANA Justine	F	28	CNDD-FDD	79964348
5	KARUSI	NIYOMWUNGERE G�enevi�eve	F	26	CNDD-FDD	69179979/61262207
		MAJAMABERE Maurice	H		CNL	79685575
6	RUYIGI	NDAYISENGA Cl�eophace	H	30	CNL	69913371
		KWIZERA Evelyne	F	25	CNDD-FDD	61130409
7	MWARO	NDAYISENGA G�erard	H	30	CNDD-FDD	79358814/61147203
		NDAYISHIMIYE Goreth	F	25	RANAC	72371263/68865570
8	RUTANA	HAKIZIMANA Fabien	H	34	UPRONA	79466065
		NDAGIJIMANA Faustine	F	32	CNDD-FDD	61450644/ 71223756
9	MAIRIE DE BUJUMBURA	NKESHIMANA Evode	H	37	CNDD-FDD	75694105
		KWIZERA Yvette	F	30	UPRONA	79745951
10	BUJUMBURA	MANIRATUNGA Benjamin	H	34	CNDD-FDD	69 206 900
		NDERAGAKURA Chantal	F	31	UPRONA	71 234 449
11	KIRUNDO	HABIMANA Viateur	H	31	CNDD-FDD	69 171 707

		MUNEZERO Faustine	F	35	CNL	68 150 149
12	NGOZI	NYANDWI Eric	H	32	FRODEBU	79 623 676/ 61375783/ 76069027
		NDUWABATONI Prudencienne	F	30	CNDD-FDD	69 308 207
13	CIBITOKÉ	CONGERA Barnabé	H	30	CNDD-FDD	68060038
		INAMAHORO Pascasie	F	36	FNL	77431375/69135285
14	MAKAMBA	NTUNGWANAYO Gad	H	33	CNDD-FDD	69067587
		NIYORUGIRA Tharcisse	H	33	FRODEBU	69061455
15	BUBANZA	MUSONERWA Alida	F	30	CNDD-FDD	69825379
		NZOYISABA Jean Claude	H	30	FRODEBU	79443154
16	BURURI	NDAYISENGA Patrice	H	32	CNDD-FDD	68045784
		NIMURERA Charlotte	F		CNL	71291643 /61867136
17	KAYANZA	NDUWAYO Célestin	H	33	CNDD-FDD	79730235
		MIBURO Marie	F	27	FNL	69303828
18	RUMONGE	NZOHABONAYO Jérôme	H	32	CNDD-FDD	69550251
		MINANI M. Jeanne	F	30	UPRONA	79198833

V/ ANALYSE DE LA REPRESENTATION POLIQUE ET GENRE DE LA COMPOSITION DU NOYAU NATIONAL

5.1 / Représentation politique au sein du noyau.

N°	PARTI POLITIQUE	NOMBRE D'ELUS
1	CNDD-FDD	18
2	CNL	5
3	UPRONA	4
4	FRODEBU	4

5	RANAC	2
6	FNL	2
7	UPD	1
	TOTAL	36

Commentaires

- Le CNDD-FDD a 18 élus, soit 50% du total des membres du noyau multipartite national. Cette forte représentation du parti au pouvoir au noyau s'explique par les raisons d'ordre pratiques qui ont été prises en compte en plus des critères.
 - ✓ Lorsque le projet avait des difficultés de démarrage, les échanges avec des responsables de partis politiques avaient souligné la nécessité d'une bonne représentation du parti au pouvoir dans toutes les instances opérationnelles de terrain pour assurer une fluidité dans les activités des jeunes dans chacune des provinces.
 - ✓ Durant les cycles de formation dans les provinces, les jeunes du parti au pouvoir participant aux formations ont été des acteurs clés pour résoudre des problèmes que d'autres jeunes d'autres partis politiques avaient avec l'administration et la justice. Tirant les leçons de ces faits réels, les participants aux formations dans plusieurs provinces ont exprimé le souhait de voir un représentant du parti au pouvoir dans chacune des 18 provinces. Ils voient en cette considération, des perspectives de facilitation du travail et de relations publiques des membres du noyau dans chaque province.
 - ✓ L'expérience d'autres intervenants. Une autre organisation intervenant sur un projet PBF en direction des jeunes pour la consolidation de la paix, a déjà installé des noyaux provinciaux de jeunes avec la présence dans chaque province d'un jeune du parti au pouvoir dans le noyau.
- Les partis dits de l'opposition, à savoir le CNL, le FRODEBU et le RANAC totalisent 11 élus, soit 30,55 % du total des élus et 61,10% (18 élus au total) des 6 autres partis politiques bénéficiaires du projet.

5.2 / Représentation du genre (jeunes femmes) dans le noyau

Sur les 36 élus, 17 sont des jeunes femmes, soit 47,20%. La prévision dans le projet était d'avoir 50% de jeunes femmes élues. Les raisons de ce déséquilibre sont nombreuses.

- *L'insuffisance de provision liées à l'état physique des participants dans les critères de sélection des candidats aux formations.*

Sur la base des critères liés à l'âge, le niveau d'instruction, de représentation égalitaire des jeunes femmes, chacun des 7 les partis politiques a souverainement inscrit 4 jeunes dans chacune des 18 provinces. En dépit des échanges de l'équipe avec les responsables de partis politiques sur les premières insuffisances constatées dans les inscriptions, les listes officielles soumises sont restées inchangées.

- *L'état physique et la disponibilité des jeunes femmes formées.*

Durant la formation, 10 jeunes femmes participantes ont mis au monde des enfants. Une dizaine de participantes sont en état de grossesse avancée et plus 49 autres participantes ont des bébés de moins de 3 ans. Les participantes en situation d'indisponibilité pour participer activement aux activités du noyau peuvent être estimée à près de 70 sur un total de 252 jeunes femmes inscrites dans les 18 provinces, soit un taux d'indisponibilité de plus de 27%. Cette situation a été handicapante pour l'élection des jeunes femmes. Même remplissant les critères de performance techniques, plusieurs jeunes femmes n'ont pas daigné présenter leurs candidatures à cause de leur état physique ou de leur indisponibilité. Cette situation a contribué à impacter la représentation du genre dans les provinces. C'est le cas par exemple à Makamba où deux hommes sont élus.

VI / LECONS APPRISES DU PROCESSUS DE SELECTION DES 36 MEMBRES

1/ La configuration du paysage politique du Burundi (partis de la majorité et partis de l'opposition) n'est pas acceptée par les jeunes des partis à la base. Pour eux il y a un parti au pouvoir et tous les autres sont dans l'opposition. Il y a certes des accords informels entre leaders nationaux des partis politiques avec ceux du parti au pouvoir pour des intérêts de positionnement dans les instances de décisions mais pour les jeunes, ces accords n'engagent pas officiellement les partis qui sont dans cette posture et par conséquent ne sont pas reconnus par eux. Cette vision des choses par les jeunes n'a pas permis de regrouper le parti au pouvoir et ceux qu'on entend dire alliés dans la recherche d'un équilibre de représentation des tendances politiques (majorité et opposition) au sein du noyau multipartite.

2/ Les jeunes membres des partis politiques même s'ils ne sont pas suffisamment représentés dans les instances de décisions, sont très politisés. Ils font tout de suite une lecture politique de tout programme en leur direction et s'engagent aisément dans des pratiques politiques pour mieux se positionner et défendre leurs intérêts partisans. Les coalitions avant et pendant les élections des membres du noyau le prouvent à suffisance.

3/ La définition de critères de sélection d'acteurs politiques pour la mise en place d'un dispositif multipartite autour d'un programme commun au Burundi répond à plusieurs ordres de critères : des critères d'ordre technique (profils des personnes) ; des critères d'ordre institutionnel (accord d'Arusha- représentation ethnique-au niveau de représentation dans les institutions politiques : sénat, assemblée nationale, présidence...) ; l'ordre d'enregistrement officiel des partis. Ignorer cela au départ, provoque des débats à toutes les étapes du processus de sélection. Durant le processus de sélection du noyau des 36 membres du projet Youth Lab, le comité mixte avec le Mininter a toujours rappelé ces différentes considérations. Et quelques jeunes en formation ont emboité le pas.

4/ La procréation est un facteur limitant la représentation des femmes dans les instances de décisions au Burundi. La faible disponibilité des jeunes femmes pour la suite du projet Youth Lab (liée à des questions de procréation) a impacté leur représentation au sein du noyau multipartite de 36 membres.

Annexe 7 : mandat des membres du noyau multipartite des jeunes

I / Cadre des interventions du noyau multipartite des jeunes du projet Youth Lab et le chronogramme des activités du projet.

Objectifs de travail du noyau multipartite.

- *Concevoir et veiller à la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action de la participation politique et pacifique des jeunes en perspective des élections de 2020.*
- *Représenter dans les provinces, les jeunes des partis politiques sans distinction et développer des relations avec les autorités provinciales pour ouvrir l'espace aux initiatives de promotion des jeunes et de paix.*

Nature des responsabilités du noyau	Attentes par rapport au noyau	Période et lieu de mise en œuvre
A / MANDAT TECHNIQUE / ACTIVITES DANS LE PROJET YOUTH LAB (RESULTATS 2 ET 3)		
Résultat 2 : Des jeunes femmes et hommes issus des partis politiques les plus représentatifs sur terrain utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle.		
1/ Atelier de mise en place et définition du mandat (2 jours).	<ul style="list-style-type: none"> - Être présent à l'atelier pour se faire connaître des autorités et des leaders des partis politiques. - Donner des idées pour la formulation du mandat du noyau - Echanger et adopter le calendrier des activités du noyau durant le reste du projet. 	<u>Du 24 au 25 octobre 2019 à Gitega</u>
2/ Atelier pédagogique de préparation de la restitution des acquis des formations (4 jours).	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier pour chaque thème dans chaque province les connaissances acquises durant les formations et les écrire. - Formuler des recommandations pour chaque thème de formation, à l'endroit des partis politiques de la province. <p>NB : 2 élus de chaque province peuvent consulter les autres jeunes formés pour avoir leurs apports avant l'atelier pédagogique.</p>	<u>Du 5 au 8 novembre à Muramvya</u>
3/ Tournées (6) régionales de restitution des acquis des formations (1 jour par région).	<p>Les membres du noyau des provinces de chaque région devront échanger et s'organiser pour réussir la restitution des formations dans la région.</p> <p>Il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'investir dans la mobilisation des représentants provinciaux des 7 partis politiques bénéficiaires du 	<p><u>Le 12 novembre 2019 à :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Kayanza/région nord (Ngozi-kirundo-Kayanza) - Makamba/région sud (Rumonge, Bururi, Rutana, Makamba) - Cankuzo/région Est (Cankuzo (Ruyigi, Muyinga, Cankuzo)

	<p>projet dans chaque province, des autorités de la province d'accueil et des participants aux formations de la province d'accueil.</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'appuyer l'équipe du projet dans la gestion des questions logistiques de la tournée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mwaro/région Ouest (Bujumbura rural, Bujumbura mairie, Mwaro) - Cibitoke/région Nord-Ouest (Bubanza-Cibitoke) - Gitega/région Centre (Muramvya, Karuzi, Gitéga)
<p>4/ Atelier d'échange sur la place des jeunes dans (2 jours) dans les orientations nationales de développement du Burundi.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Se documenter à l'avance sur le Plan national de développement et bien exploiter le contenu. - Préparer des questions à poser aux experts pour bien comprendre le plan national de développement - Être présent à l'atelier. - Identifier les éléments sur la promotion des jeunes prévus dans le plan national de développement. 	<p><u>Du 14 au 15 novembre à Gitega</u></p>
<p>5/ Atelier de réflexion de (5 jours) sur l'orientation de la stratégie et le plan d'action de la participation politique des jeunes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Être présent à l'atelier. - Identifier ensemble au cours de l'atelier des éléments à retenir pour promouvoir la participation politique des jeunes et des femmes au Burundi. 	<p><u>Du 25 au 29 novembre 2019 à Cibitoke</u></p>
<p>6/ Tournées régionales (6 jours), 1 jour par région pour la restitution de l'orientation de la stratégie et du plan d'action pour la participation politique des jeunes.</p>	<p>Les membres du noyau des provinces de chaque région devront présenter à l'ensemble des jeunes formés dans chaque province, le résultat de l'atelier de réflexion stratégique sur la participation politique des jeunes et des femmes au Burundi.</p> <p>Les membres du noyau devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser tous les jeunes formés de la région. - Mobiliser tous les représentants provinciaux des partis politiques de la région. - Appuyer l'équipe technique du projet sur les questions logistiques. - Présenter le draft de la stratégie et recueillir les réactions des jeunes pour l'amélioration du document présenté. 	<p><u>Le 02 décembre 2019 à :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Kayanza/région nord (Ngozi-kirundo-Kayanza) - Makamba/région sud (Rumonge, Bururi, Rutana, Makamba) - Cankuzo/région Est (Cankuzo (Ruyigi, Musinga, Cankuzo) - Mwaro/région Ouest (Bujumbura rural, Bujumbura mairie, Mwaro) - Cibitoke/région Nord-Ouest (Bubanza-Cibitoke) - Gitega/région Centre (Muramvya, Karuzi, Gitéga)
<p>7/ Atelier de validation de la stratégie et du plan d'action de la participation politique des jeunes (3 jours).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Exploiter le document de stratégie corrigé par l'expert à la lumière des réactions recueillies dans les régions. 	<p><u>Du 4 au 6 décembre 2019 à Bujumbura</u></p>

	- Être présent à l'atelier pour valider le document final produit par l'expert.	
8/ Tournées régionales (6 jours), 1 jour par région pour la restitution de l'orientation de la stratégie.	Les membres du noyau des provinces de chaque région devront présenter à l'ensemble des jeunes formés dans chaque province, le document final sur la stratégie de participation politique des jeunes et des femmes au Burundi et son plan d'action. Les membres du noyau devront : - Mobiliser tous les jeunes formés de la région. - Mobiliser tous les représentants provinciaux des partis politiques de la région. - Appuyer l'équipe technique du projet sur les questions logistiques. - Présenter le document validé.	<u>Le 10 décembre 2019 à :</u> - Kayanza /région nord (Ngozi-kirundo-Kayanza) - Makamba /région sud (Rumonge, Bururi, Rutana, Makamba) - Cankuzo /région Est (Cankuzo (Ruyigi, Muyinga, Cankuzo) - Mwaro /région Ouest (Bujumbura rural, Bujumbura mairie, Mwaro) - Cibitoke /région Nord-Ouest (Bubanza-Cibitoke) - Gitega /région Centre (Muramvya, Karuzi, Gitéga)
9 / Elaboration de la campagne médiatique sur la stratégie et le plan d'action de la participation politique des jeunes (2 jours).	- Être présent à l'atelier - Identifier ensemble au cours de l'atelier des éléments pertinents à retenir pour la campagne médiatique autour de la stratégie de participation politique des jeunes et des femmes et son plan d'action.	<u>Du 17 au 18 décembre 2019 à Muramvya</u>
10/ Médiatisation de la stratégie et du plan d'action de la participation politique des jeunes (radios).	- Suivre dans les provinces le passage dans les radios des messages diffusés sur la stratégie et le plan d'action de la participation politique des jeunes et des femmes. - Informer l'équipe du projet sur les réactions éventuelles.	<u>Du 19 au 31 décembre 2019 dans tout le pays.</u>
<i>Résultat 3 : Les partis politiques les plus représentatifs sur terrain sont ouverts à la participation politique des jeunes (hommes et femmes) pour des élections pacifiques et inclusives en 2020.</i>		
1 / Organisation de rencontres intergénérationnelles au sein de chaque parti pour échanger sur la stratégie et le plan d'action de la participation politique des jeunes (1 jour par parti).	Les membres du noyau de chaque parti politique rencontreront les responsables nationaux de leur partis politiques pour échanger sur la stratégie et plan d'action de la participation politique. Ceux des autres provinces viendront rencontrer ceux de Bujumbura pour faire cette rencontre avec les membres des bureaux politiques nationaux, les	<u>Du 7 au 9 janvier 2020 à Bujumbura</u>

	<p>représentants nationaux des jeunes et des femmes du parti.</p> <p>Les membres du noyau aidés par un consultant national devront noter les réactions issues de ces échanges.</p>	
<p>2 / Organisation de rencontres intergénérationnelles au sein de chaque parti pour échanger sur les avantages de la participation politique des jeunes et les pistes d'amélioration possibles au sein du parti (1 jour par parti).</p>	<p>Les membres du noyau de chaque parti politique rencontreront les responsables nationaux de leur parti politiques pour échanger la stratégie et plan d'action de la participation politique.</p> <p>Ceux des autres provinces viendront rencontrer ceux de Bujumbura pour faire cette rencontre avec les membres des bureaux politiques nationaux, les représentants nationaux des jeunes et des femmes du parti.</p> <p>Les membres du noyau aidés par un consultant national devront noter et valider les propositions internes d'amélioration de la participation politique des jeunes.</p>	<p><u>Du 7 au 9 janvier 2020 à Bujumbura</u></p>
<p>3 / Rencontre de préparation du dialogue intergénérationnel dans les partis sur la stratégie et le plan d'action de la participation politique des jeunes (2 jours).</p>	<p>Tous les 36 membres du noyau seront présents pour mettre en commun des éléments des différents échanges intergénérationnels de leurs partis et identifier des éléments clés d'une déclaration à soumettre aux responsables des 7 partis politiques.</p>	<p><u>Du 22 au 23 janvier 2020 à Gitega</u></p>
<p>4 / Dialogue intergénérationnel avec les responsables des 7 partis pour élaborer une déclaration commune soutenant la participation politique des jeunes en perspective des élections de 2020. (1 jour).</p>	<p>Tous les 36 membres du noyau seront présents à un atelier regroupant les responsables nationaux des 7 partis politiques pour s'entendre sur une déclaration commune en faveur d'une meilleure participation politique des jeunes en perspective des élections de 2020.</p>	<p><u>Le 30 janvier 2020 à Muramvya</u></p>
<p>5/ Suivi de la mise en œuvre de la déclaration (2 jours)</p>	<p>Tous les 36 membres du noyau vont se retrouver pour échanger sur comment la déclaration se met en œuvre dans leurs partis politiques.</p>	<p>Le 14 février 2020 à Gitega Le 27 février 2020 à Gitega</p>
<p>B / MANDAT SOCIAL</p>		

1 / Garder le contact avec les autres jeunes formés dans les provinces dans la dynamique du projet.	Les 2 membres de chaque province doivent garder le lien avec tous les autres jeunes formés dans la province. Ils sont les animateurs du groupe des formés dans la province. Les réseaux whatsapp existants sont déjà des moyens importants à exploiter.	Dans toutes les provinces à tout moment
2 / Encourager les jeunes formés dans les provinces pour des initiatives de paix et autres initiatives collectives.	Les 2 membres du noyau dans chaque province devront faire en sorte que tous les jeunes formés dans la province puissent prendre des initiatives collectives de paix et de promotion des jeunes dans tous les sens.	Dans toutes les provinces à tout moment
3 / Partager dans tous les réseaux construits entre les jeunes formés, toutes informations sur les initiatives prises pour promouvoir la cohésion sociale et la participation politique pacifique des jeunes	Les 36 jeunes du noyau devront aussi garder le contact et échanger les informations pour s'entraider à distance et avancer ensemble. Les réseaux whatsapp existants sont déjà des moyens importants à exploiter.	Dans toutes les provinces à tout moment
C/ MANDAT DE REPRESENTATION ET DE RELATIONS PUBLIQUES		
1/ Être les interlocuteurs de tous les jeunes des partis politiques auprès des autorités provinciales : gouverneurs, administrateurs et responsables des services de l'ordre.	Les 2 membres de chaque province sont les représentants de tous les jeunes formés auprès des autorités provinciales. Ils devront se faire connaître et se faire enregistrer par les autorités et chercher à participer officiellement à toute initiative provinciale en faveur des jeunes et pour la paix durant le processus électoral 2020.	Dans toutes les provinces à tout moment
2/ Connaître les initiatives locales prises pour promouvoir la paix durant le processus électoral et les appuyer avec l'implication de tous les autres jeunes formés.	Les 2 membres de chaque province doivent identifier toutes les initiatives de paix dans la province et chercher à faire contribuer les jeunes formés dans la province pour leur réalisation.	Dans toutes les provinces à tout moment
D / CONDITIONS DE TRAVAIL DU NOYEAU MUTLIPARTITE		
1/ Les déplacements des membres du noyau sont remboursés pour une somme forfaitaire de 40 000 FBU par activité prévue dans le projet (voir mandat technique A)		
2/ Hébergement et repas : ils sont pris en charge par le projet		
3/ Communication et animation des jeunes : 50 000 FBU par activité technique impliquant un travail de préparation et après des activités relevant du mandat technique (A)		

ANNEXES AU RAPPORT ANNUEL 2019 DU PROJET YOUTH LAB

Annexe 1. : Synthèse des résultats de la formation



PROJET Youth LAB

Netherlands Institute for
Multiparty Democracy

SYNTHESE DES RESULTATS DE LA FORMATION.

1. Contexte

Le projet Youth LAB contribue au maintien de la paix à court terme, mais aussi à moyen et long terme au Burundi, en donnant aux jeunes femmes et hommes les opportunités de participer aux partis politiques en tant qu'agents d'un processus de changement au sein même des partis et du paysage politique plus vaste, conformément à la résolution 2250 et à la documentation de base sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix.

Une direction politique qui s'engage dans un dialogue dépassant les frontières des partis pour élaborer de manière conjointe, non violente, inclusive, transparente et en accord avec les principes démocratiques, les réponses politiques nécessaires pour résoudre les problèmes socio-économiques auxquels est confrontée la population burundaise en général et les jeunes en particulier.

Cette démarche lance les jalons essentiels pour un développement pacifique et durable. La participation des jeunes et la prise en compte des besoins et des préoccupations des jeunes dans le fonctionnement des partis politiques peuvent permettre de débloquent la contribution positive des jeunes pour le maintien de la paix créant ainsi un effet catalyseur pour la consolidation de la paix.

Une nouvelle génération de jeunes politiciens, ayant acquis des connaissances sur les principes démocratiques et qui ne s'arrête pas aux frontières des partis pour résoudre les problèmes de politiques complexes, possède un potentiel inestimable pour la consolidation de la paix dans l'avenir.

Une marge de manœuvre accrue permettant aux jeunes de tenir les dirigeants politiques responsables dans leurs propositions de politiques offre davantage de potentiel en matière de consolidation de la paix et réduit le risque de mobilisation des jeunes en faveur d'une politique violente. Ce qui contribue à améliorer la situation socio-économique et sécuritaire des jeunes femmes et hommes.

En établissant un réseau explicitement interpartis et national, ce groupe de jeunes est formé dès le départ à observer les clivages politiques et régionaux. La manière de mener une participation politique pacifique et la consolidation de la paix en politique est au cœur de toutes les activités de ce projet.

Les jeunes femmes et hommes ont le potentiel de participer aux partis politiques de manière à apporter de nouvelles idées tournées vers l'avenir et abordant les problèmes spécifiques auxquels une vaste population de jeunes est confrontée. En leur donnant un accès et une voix en politique, le BLTP via le projet YouthLab, contribue à briser le cercle de la violence et du traumatisme politiques, qui a souvent constitué un facteur de mobilisation chez les jeunes femmes et hommes dans l'histoire du Burundi.

Le projet en tant que tel contribue à libérer le potentiel des jeunes femmes et hommes à contribuer à une paix durable au Burundi, en créant au sein même des partis politiques les capacités, le réseau et l'espace qui serviront de plateforme pour les contributions positives en faveur de la consolidation de la paix et des élections apaisées de 2020.

2. Des résultats

Les résultats ont été obtenus grâce au dynamisme de la Coordination et de l'équipe du Projet. Ils sont également le fruit commun des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet. Il s'agit notamment des partis politiques cibles du projet qui ont désigné les candidats, du Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local qui a mobilisé l'administration territoriale (gouverneur et administrateur du Chef-lieu de la province) et qui a également déployé ses cadres pour la supervision du déroulement de l'activité de formation sans oublier les jeunes qui se sont bien comportés au cours de la formation.

2.1. Etat de la mise en œuvre de la composante 1 : renforcement des capacités des jeunes des partis politiques.

A ce jour 72 sessions de formation ont été organisées dans toutes les 18 provinces du pays. La formation a touché 501 sur 504 jeunes dont 50% des femmes en provenance de 7 partis politiques à savoir le CNDD-FDD, le CNL, l'UPRONA, le SAHWANYA FRODEBU, le RANAC, l'UPD-ZIGAMIBANGA et le FNL.

Au cours de ces formations les jeunes ont acquis des connaissances qui ont contribué à leur changement de comportement et d'attitude pour devenir de véritables leaders et messagers de la paix. La preuve en est l'engagement à s'approprier les contenus des modules pour les diffuser aux autres jeunes et les recommandations formulées à l'endroit de leurs partis politiques, au gouvernement, au BLTP et au NIMD de leur apporter un appui dans la capitalisation des acquis de la formation.

A titre illustratif les jeunes ont déjà créé une association dénommée « Association des Jeunes Leaders Multipartistes de Gitega » qui a déjà ses statuts et ses organes dirigeants. Ils attendent la reconnaissance administrative par les autorités provinciales.

Le changement d'attitude s'est manifesté à travers les gestes de solidarité où les jeunes se sont organisés pour la collecte des cotisations pour aller assister leurs collègues touchés par les événements heureux et malheureux.

A Bubanza et à Muyinga, les jeunes ont mené des actions de lobby et de plaidoyer qui ont abouti à la libération de 6 jeunes du CNL et du FRODEBU emprisonnés.

Le module sur l'entrepreneuriat les a poussés à oser entreprendre en mettant ensemble leurs maigres moyens pour démarrer des activités génératrices de revenus.

C'est à Kayanza et à MAKAMBA qu'est née l'idée de créer une micro finance des jeunes et cette initiative a fait tache d'huile sur d'autres provinces pour évoluer vers la mise en place d'une institution financière dénommée Youth LAB Micro finance.

A la fin des formations les jeunes ont élus dans chaque province 2 jeunes un homme et une femme issus des partis différents pour les représenter au noyau national multipartite de 36 jeunes. Sur les 36 candidats élus le CNDD-FDD a 10 hommes et 8 femmes, le CNL a 5 candidats dont 3 hommes et 2 femmes, l'UPRONA a 4 candidats dont 3 femmes et 1 homme, le FRODEBU a 4 candidats dont 4 hommes, le RANAC a 2 candidats dont 1 homme et 1 femme, l'UPD a 1 candidat dont 1 femme, le FNL a 2 candidats dont 2 femmes. Soit un total de 19 hommes et 17 femmes. Les partis CNL, FRODEBU et RANAC totalisent 11 candidats sur les 18 places qui reviennent aux autres partis soit 30% des représentants au noyau national.

Ces jeunes ont été élus au mode de vote secret sur base des principes d'inclusivité et d'égalité de genre et suivant les critères techniques de sélection tel que l'âge, la compétence, le dévouement et l'assiduité au cours de la formation.

La mise en place du noyau national multipartite dont le lancement officiel vient d'avoir lieu lance la 2^{ème} et la 3^{ème} composante du projet qui va consister à

- Organiser des séances de restitution des résultats de la formation,
- Élaborer une stratégie et son plan d'action de la jeunesse de plaidoyer sur les questions de politiques prioritaires pour les jeunes pour la participation plus accrue des jeunes dans les instances de prise de décision au sein des partis politiques et à l'échelle nationale,
- Élaborer et mettre en œuvre la campagne médiatique pour la diffusion du plan stratégique des jeunes,

- Organiser, sur la base du plan stratégique et des plans d’actions, des séances de dialogue intergénérationnel au sein des partis politiques les plus représentatifs.
- Mener des réflexions internes des partis sur la place de la jeunesse et les avantages apportés par l’amélioration de la participation des jeunes
- Organiser des réunions de dialogue intergénérationnel entre les dirigeants des partis politiques et le noyau des jeunes pour élaborer une déclaration commune aux partis soutenant la participation accrue des jeunes aux préparatifs des élections de 2020.

2.2. Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du résultat 1 du projet

Le niveau bas de formation de certains candidats, le monnayage de la participation par certains représentants provinciaux, l’indisponibilité de certains jeunes au cours de la formation ont eu un impact négatif sur la performance des candidats à la formation

Grace à la flexibilité et la capacité d’adaptation de l’équipe du projet, l’organisation des sessions de rattrapage dans les provinces voisines pour les candidats qui n’ont pas été disponibles, ont permis de réduire le taux de déperdition.

Le bilan actuel du projet est très encourageant car sur 504 candidats à la formation nous déplorons 3 cas d’abandon liés au contexte politique et 1 départ pour des études à l’extérieur du pays.

2.3. Les résultats secondaires enregistrés au cours de la formation

1. Province de BUBANZA

1.1. Collecte des contributions pour aller féliciter une jeune femme du groupe qui avait mis au monde et pour assister un autre en prison.

1.2. Actions de plaidoyer auprès de l’administration provinciale pour la libération d’un autre jeune du CNL qui était en prison. Le plaidoyer a eu comme résultat la libération du jeune emprisonné.

2. Province de BUJUMBURA

2.1. Proposition de faire une briqueterie comme activité génératrice de revenu.

2.2. Proposition de création d’une coopérative de production et de commercialisation des produits agro sylvo pastoraux spécifiques des régions naturelles (Imbo, Mugamba, Mumirwa).qui composent la province.

3. Province de CANKUZO

3.1. Concertation entre les jeunes des partis politiques et l’administration provinciale pour chercher des partenaires pouvant les appuyer à faire des descentes pour aller restituer les résultats des formations aux autres jeunes dans les communes.

4. Province de CIBITOKÉ

4.1. Proposition de créer une école maternelle afin de donner de l’emploi aux jeunes chômeurs et contribuer à la formation des jeunes en âge préscolaire.

4.2. Collecte des cotisations pour aller reconforter un autre jeune marié qui avait perdu son enfant.

3. Province de GITEGA

5.1. Adoption des statuts de l’association et mise en place des organes dirigeants de l’Association des Jeunes Leaders Multipartites de GITEGA ayant pour objectif de a) mener des actions

depréservier les valeurs d'amitié, d'entraide, de solidarité et de bon voisinage entre les membres, b) former des autres jeunes sur les modules appris.

5.2. Collecte des premières cotisations.

4. Province de KAYANZA

6.1. Collecte de cotisation pour aller assister une jeune femme du parti RANAC qui était emprisonné.

6.2. Ouverture d'un compte à la COOPEC dénommé Youth LAB Kayanzapour démarrer des activités génératrices de revenu.

5. Province de MAKAMBA

7.1. Les jeunes ont lancé l'idée de créer une micro finance avec des actions d'une valeur de 100.000 par action. Cette idée a fait tache

7.2. Au cours de la formation sur le module de l'entrepreneuriat les jeunes ont découvert qu'il y avait une possibilité à créer une synergie de complémentarité des chaines de production, de transformation des produits agro sylvo-pastoraux.

6. Province de MUYINGA

8.1. Les jeunes membres des partis en formation ont mené une action de plaidoyer qui a abouti à la libération de 4 jeunes du CNL à BUTIHINDA

8.2. Organisation d'une séance de restitution sur le module Leadership Politique et égalité de sexe organisé dans la Commune de Gasorwe par le président communal de la ligue des jeunes.

8.3. Libération du Président de la section de la CJD du FRODEBU à BUTIHINDA

8.4. Organisation d'un match de football de pacification entre les jeunes des partis politiques et la police après les affrontements entre les jeunes du CNL INYANKAMUGAYO et les IMBONERAKURE du CNDD-FDD ayant causé la mort d'un membre du CNL. Après le match les jeunes des partis politiques et la police avec l'appui de l'administration se sont convenus d'organiser des descentes dans les communes pour aller sensibiliser les jeunes à ne plus s'affronter à cause de leur appartenance politique.

7. Mairie de BUJUMBURA

9.1. Collecte des cotisations pour assister un membre des jeunes de la mairie qui avait perdu son père.

9.2. Collecte des cotisations pour appuyer une collègue qui préparait son mariage et un autre hospitalisé.

8. Province de RUMONGE

10.1. Les jeunes ont fait une collecte des cotisations pour aller féliciter une collègue qui s'est mariée.

10.2. Les jeunes bénéficiaires du projet comptent créer une association pour la pérennisation des acquis de la formation.

11. Province de RUTANA

11.1. Un jeune du CNL a pris l'initiative d'organiser, lors des réunions du parti dans les différentes localités de la province, des séances de sensibilisation des autres jeunes du parti sur le dialogue, la communication non violente le plaidoyer et le lobbying

Annexe 2 : .Photos de lancement et définition du mandat du noyau multipartite des jeunes



*Au centre le Ministre de l'Intérieur prononçant le discours de lancement
Du noyau national multipartite des jeunes. Gitega, le 24 octobre 2019*



Vue partielle des représentants des partis politiques présents aux cérémonies de lancement (au premier plan) et les membres du noyau (au second plan) Gitega, le 24 octobre 2019



Photo de famille après les cérémonies de lancement du noyau national Multipartite des jeunes. Gitega, le 24 octobre 2019



Vue partielle des gouverneurs des provinces aux cérémonies de lancement du noyau national Multipartite des jeunes. Gitega, le 24 octobre 2019



Les 36 jeunes membres du noyau national multipartite au 2^{ème} jour après Définition du mandat et du chronogramme des activités. Gitega, le 24 octobre 2019

Annexe 3 : Photo de famille des 36 jeunes femmes et hommes membres du noyau national multipartite



Planification des activités des résultats 2 et 3																												
Activités	Lieu de déroulement	Nbre de participants	Dates	Mois et semaines																								
				oct-19					nov-19				déc-19				janv-20					févr-20						
				S1	S2	S3	S4	S5	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S5	S1	S2	S3	S4			
Résulta 2: n noyau de 36 jeunes femmes et hommes représentant les jeunes formés membres des partis politiques les plus représentatifs formulent de manière participative une stratégie partagée de participation politique pacifique des jeunes du Burundi et appuient sa mise en œuvre.																												
Activité 2.1.1. Atelier de 2 jours pour la mise en place du noyau (mandat et fonctionnement)	Gitega (Grand Séminaire)	36	24 et 25/10/2019																									
Activité 2.1.2. Atelier pédagogique de préparation de la restitution des acquis des formations(4 jours)	(Muramvya)	36	du 5 au 8/11/2019																									
Activité 2.1.3.Tournées (6) régionales de restitution des acquis des formations en 1 jour dans les 6 régions	Ngozi, Gitega, Makamba, Cankuzo, Bujumbura (Jenda) Cibitoke	504+84	12/11/2019																									
Activité 2.2.1 Atelier d'échanges sur la place des jeunes dans les orientations du Programme National de Développement 2018-2027 et la prise en compte de la consolidation de la paix à Gitega (Songa).	Gitega	36	14 et 15/11/2019																									
Activité 2.2.2. Atelier de réflexion de cinq jours en faveur des jeunes formés sur l'orientation globale de la stratégie et plan d'actions sur la participation des jeunes femmes et hommes.(à Cibitoke)	Gitega	40	du 25 au 29/11/2019																									
Activité 2.2.3. Restitution de l'orientation globale de la stratégie et le plan d'action sur la participation des jeunes et femmes et hommes en 1 jour dans les 6 régions	Ngozi, Gitega, Makamba, Cankuzo, Bujumbura (Jenda) Cibitoke	504+84	02/12/2019																									
Activité 2.2.4 Atelier de 3 jours pour la validation de la stratégie globale et son plan d'action(Mwaro)	Mwaro	40	Du 4 au 6/12/2019																									
Activité 2.3.1.Présentation de la stratégie globale et le plan d'action national de la jeunesse sur les questions de politiques prioritaires en 1 jour dans les 6 régions	Ngozi, Gitega, Makamba, Cankuzo, Bujumbura (Jenda) Cibitoke	504+84	10/12/2019																									
Activité 2.3.2. Atelier de 2 jours d'élaboration de la campagne médiatique pour la diffusion du plan stratégique des jeunes à Muramvya	Muramvya	40	du 17 au 18/12/2019																									
Activité 2.3.3. Mise en œuvre de la campagne médiatique de diffusion du plan stratégique des jeunes à Bujumbura			Du 19 au 31 /12/2019																									
N.B.Les 6 régions évoquées ci-haut sont les suivantes: (1°) région Nord (Ngozi, Kdo et Kyza à Ngozi); (2°) région Centre(Muramvya, Karusi, Gitega à Gitega); (3°) région Sud(Rumonge, Bururi, Rutana, Makamba à Makamba); (4°) région Est(Ruyigi, Cankuzo, Muyinga à Cankuzo); (5°) région Ouest(Mairie, Buja Rural et Mwaro à Jenda); région nord Ngozi-Kirundo et Kayanza à Ngozi; (6°) région nord Ouest (Bubanza -Cibitoke)																												

**Annexe 5 : Procès verbal de la réunion du Comité Mixte Technique de Suivi Burundi
Leadership Training Program « BLTP » et le Ministère de l'Intérieur**

RAPPORT DE LA REUNION DU COMITE MIXTE TECHNIQUE DE SUIVI

1. INTRODUCTION

En date du 5 au 8 août 2019 il s'est tenu à EAST AFRICA HOTEL NYANZA-LAC la réunion du Comité Mixte Technique de Suivi (CMTS) BLTP/MIFPDL.

Ont pris part à cette réunion

1. Speciose NDIKUMASABO : Point Focal du BLTP au CTS
2. MBONABUCA Térance : Membre, MIFPDL
3. Evariste NGENDAKUMANA : Membre, Projet Youth LAB
4. Odette KAMARIZA : Membre,
5. Pélagie GAHUNGU : Membre,

N'a pas pu participer par obligation de service :

-Nestor BIMENYIMANA, membre du CTS, MIFPDL

Les points à l'ordre du jour :

1. Les avancées dans la mise en œuvre du projet.
2. Les résultats en rapport avec les indicateurs.
3. Les résultats secondaires et stratégies de relever les défis.
4. Les défis actuels et les pistes de solution.
5. Les stratégies d'accompagnement de la mise en œuvre des résultats 2 et 3.
6. Les activités du CTS en rapport avec les activités du 2^{ème} semestre.
7. Les prochaines étapes.

1. DES RESULTATS

2.1. Les avancées dans la mise en œuvre du projet.

Les membres du CTS ont été informés que les sessions de formation avancent à un rythme très satisfaisant. Cependant il a été signalé des cas d'irrégularités constatées au cours des sessions de formation notamment ce qui est du monnayage de la participation à la formation par certains représentants provinciaux et les tricheries sur les listes de présence où il y a des personnes qui s'inscrivent sur les listes sous le nom de ceux qui ont participé aux premières sessions de formation pour percevoir.

Concernant les irrégularités, le CTS a recommandé au Chargé de Projet de préparer une lettre qui sera adressée aux présidents des partis politiques où il a été constaté les cas d'irrégularités. Il s'agit notamment de l'UPD, du FRODEBU, du FNL.

Pour le cas de l'UPD, le CTS a recommandé qu'une lettre du Ministre de l'Intérieur lui soit adressée.

2.2. Les résultats en rapport avec les indicateurs.

Le Comité a constaté qu'il n'y a pas de fiche d'évaluation des formateurs et de la formation par les cadres du BLTP et ont recommandé que cette fiche soit instaurée dans les outils d'évaluation.

2.3. Les résultats secondaires et stratégies de relever les défis.

Les membres du CTS ont pris connaissance de quelques résultats secondaires en rapport avec l'appropriation des modules à travers les initiatives de certains des jeunes formés qui partagent avec d'autres jeunes de leur parti les connaissances acquises au cours de la formation.

Ils ont également pris connaissance d'autres résultats secondaires en rapport avec la cohésion sociale et la consolidation de la paix.

Le CTS a souhaité qu'il soit mis en place un cadre un relais provincial du noyau national multipartite des jeunes en perspectives d'échanges et de concertation entre l'administration et les partis politiques au niveau local.

2.4. Les défis actuels et les pistes de solution.

Ils ont également été informés des cas de déperdition des jeunes qui ont arrêté les formations pour des causes non encore élucidés ou pour cause d'emprisonnement. Il s'agit des membres du CNL et du RANAC.

Pour de tels cas il a été recommandé de les documenter et en faire un rapport ad hoc.

Le CTS a déploré également que l'irrégularité de ses réunions d'évaluation et de programmation contribue à la sous consommation du budget.

Il a été décidé de tenir régulièrement tous les lundis des réunions d'évaluation et de suivi des activités du projet.

2.5. Les stratégies d'accompagnement de la mise en œuvre des résultats 2 et 3.

Le CTS a pris connaissance des prochaines étapes de la mise en œuvre des activités des résultats 2 et 3.

2.5.1. Ses membres ont pris l'engagement de s'impliquer activement dans le suivi de la mise en œuvre de ces activités.

C'est ainsi qu'il a été recommandé d'accélérer le processus d'élaboration du code de conduite compte tenu des prochaines étapes et les actions que mènent d'autres intervenants en rapport avec le processus électoral.

A ce titre le CTS demande à ce que le dépouillement du questionnaire se fasse dans les plus brefs délais. Pour ce faire le CTS souhaité que le dépouillement du questionnaire soit fait par 2 consultants recrutés en consultation restreinte. Ces consultants feront le dépouillement du 12 au 14 août 2019 et remettre le rapport le 15.

Le même processus s'appliquera pour le consultant qui va rédiger le draft du code de conduite. Ce consultant disposera de 2 jours calendriers pour rédiger le draft du code de conduite du 19 au 20 et le déposer au plus tard le 21 août.

2.5.2. Le CTS s'est aussi engagé de s'impliquer dans la préparation de certaines activités et à faciliter la collaboration entre l'administration et le BLTP dans la mise en œuvre des activités du projet Youth LAB. Il s'agit notamment de l'activité 2.1.1., 2.1.3, 2.2.1.

Constatant qu'il n'est pas prévu de consultant pour accompagner le noyau dans l'élaboration de son mandat et de son fonctionnement le CTS a recommandé à ce qu'il soit élaboré une note conceptuelle qui définit le mandat et le fonctionnement du noyau.

2.5.3. Afin d'éviter qu'il y ait une duplication des intervenants le CTS recommande que le Ministère organise une réunion de concertation entre le BLTP et l'ACCORD pour une meilleure harmonisation et une collaboration dans leurs interventions sur terrain.

2.5.4. Afin d'éviter des dérapages le CTS souhaite être impliqué dans la validation de la campagne médiatique et d'en assurer le suivi.

2.6. Les stratégies pour une meilleure implication du ministère pour l'élaboration, l'appropriation et la mise en œuvre du code de conduite des jeunes.

Le CTS ayant été informé qu'il est envisagé un atelier national de restitution des résultats à mi-parcours du projet il a recommandé que cette activité soit combinée avec la rencontre du Ministre de l'Intérieur avec les présidents des partis politiques.

A l'ordre du jour de cette rencontre figurerait :

- La présentation des résultats du projet à mi- parcours
- L'amendement et l'adoption du code de conduite des jeunes

N.B. Dans le discours de circonstance du Ministre on devra faire un lien entre l'offre des jeunes à travers le code de conduite et la déclaration commune des présidents des partis politiques d'ouvrir plus d'espace aux jeunes dans les organes dirigeants de leur parti et à l'échelle nationale.

2.7. Les activités du CTS en rapport avec les activités du 2ème semestre.

Le calendrier des réunions programmatiques a été fixé dans l'ordre ci-après :

La prochaine réunion programmatique sera organisée en septembre au cours de la semaine du 23 au 28 à RUTANA

La seconde réunion aura lieu à RUMONGE à la mi-décembre au cours de la semaine du 16 au 20 décembre

La dernière aura lieu à KIRUNDO (KIGOZI) à la mi-février au cours de la semaine du 17 au 21 février 2020.

2.8. Les prochaines étapes.

Le CTS a fait remarquer que le vocable « feuille de route » risque de semer la confusion avec la feuille de route déjà signée par les partis politiques et a proposé qu'on cherche un autre terme par exemple un plan d'action pour une participation politique et pacifique plus accrue des jeunes dans les élections de 2020 et au-delà.

Le CTS a également donné des orientations pour mettre en place le noyau national et les noyaux provinciaux.

- Les membres du noyau national devraient être élus par leur paire à partir de présélection primaire tout en respectant la représentativité du parti au pouvoir et l'inclusivité de 50% femmes et tenir compte de l'âge légal de 18 à 35 ans.
 - ✓ Les 2 élus par province proviendront des 7 candidats proposés par leur parti.
 - ✓ Le noyau sera composé d'un représentant du parti au pouvoir en tenant compte aussi des critères proposés par les jeunes.
- Les membres des noyaux provinciaux devraient être le choix de chaque parti à désigner son candidat.
 - ✓ Dans le souci de garder un équilibre genre l'élection des membres devrait se faire selon le schéma 4 hommes et 3 femmes/ 4 femmes et 3 hommes alternativement par ordre alphabétique des provinces.

Avant de clôturer la réunion les membres ont proposé de nouvelles activités. Il s'agit :

- 1) Produire le code de conduite des jeunes en Kirundi et en Français
- 2) Produire des T-Shirt pour les membres du noyau national et des noyaux provinciaux, le Comité Mixte Technique de Suivi, le Cabinet du Ministre, les cadres du BLTP ; les banderoles et des roll up.
- 3) Organiser un atelier de formation sur le code de conduite, la tolérance et la manipulation politique
- 4) Diffuser et vulgariser le code de conduite dans les écoles secondaires et les universités.
- 5) Faire la budgétisation des activités du CTS pour plus d'implication dans le suivi.